

Coalition des organisations de jeunesse pour le retrait de la loi Peeters



Appel des organisations de jeunesse pour le retrait de la Loi Peeters

Le projet de Loi Peeters, actuellement sur la table du gouvernement, implique une réforme fondamentale de notre marché du travail. Ce projet de loi a pour objectif de renforcer la flexibilité, au détriment de la liberté des travailleurs, et vise une augmentation des marges bénéficiaires pour les actionnaires, au détriment de la qualité de vie des travailleurs et de notre environnement. La vie privée est sacrifiée au profit d'une économie au service de l'argent et non au service de l'homme et de son environnement.

En tant que jeunes, nous travaillons chaque jour pour redéfinir notre société, proposer des projets novateurs, aller de l'avant et construire la société plus égalitaire de demain. Une société dans laquelle nous pourrions nous réaliser, ensemble et individuellement, qui offre un environnement favorable au développement de notre plein potentiel.

En tant que jeunes, nous refusons d'être contraints de travailler plus pour gagner moins et vivre moins bien. Nous refusons d'être réduits à une simple force de travail qui n'a plus de temps à consacrer à sa vie familiale, à des activités culturelles, sportives et citoyennes à cause d'horaires hyper-flexibles. Nous ne serons pas la génération burn-out, la génération sans vacances, la génération des dépressions et du mal-être qui découle de conditions de travail et d'une vie sociale et culturelle pauvre. En tant que jeunes, dans une société qui produit toujours plus de richesses, nous refusons que les politiques d'austérité nous condamnent à vivre moins bien que les générations précédentes.

Pour nous il n'est pas question d'accepter :

- **L'augmentation du temps de travail et la flexibilisation à outrance.** Avec la Loi Peeters, le temps de travail pourrait passer de 38 à 47,5 heures/semaine pour tous les travailleurs actifs à temps plein, voire à 50 heures/semaine dans certains secteurs. Les horaires flexibles vont se généraliser, avec l'unique obligation d'être prévenu au plus tard 24h à l'avance, ce qui aura de très lourdes conséquences sur la vie privée ;
- **Une augmentation du chômage.** Avec la Loi Peeters, les employeurs seront encore moins incités à engager de nouveaux travailleurs puisqu'ils pourront forcer les travailleurs existants à s'adapter au rythme de la production. Et cela alors que d'un jeune sur cinq en Belgique est au chômage ;
- **Le travail intérimaire à vie.** Avec la Loi Peeters, les intérimaires pourront bientôt avoir un contrat à durée indéterminée avec les agences intérim. Ce statut est la « garantie précarité » du

gouvernement dont les jeunes sont les premières victimes : jetables et disponibles pour les entreprises de manière illimitée.

En tant que jeunes, nous refusons la fatalité. Les intérêts économiques de quelques-uns ne peuvent pas servir de prétexte à nos décideurs politiques pour balayer des décennies d'avancées sociales. « Moderniser » doit être synonyme de progrès pour tous. Différentes mesures pour créer de l'emploi de qualité existent aujourd'hui partout dans le monde. Les jeunes sont prêts à entamer le dialogue et à formuler des contre-propositions. Par exemple sur la réduction collective du temps de travail. Avec pour objectif commun d'être plus nombreux à travailler moins, afin de pouvoir tous ensemble vivre mieux et profiter de la vie

Cette proposition de loi constitue en tout cas un pas dans la mauvaise direction et nous ne pouvons pas l'accepter. Face aux attaques du gouvernement sur l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse, nous, élèves, étudiants, jeunes travailleurs, jeunes chômeurs, appelons tous les jeunes, de nos organisations et d'ailleurs, à se mobiliser pour le retrait du projet de Loi Peeters.

Signataires :

ABVV-jongeren, Jeunes FGTB, ACV-jongeren, Jeunes CSC, FreeZbe – ACLVB jongeren, FreeZbe – CGSLB jeunes, Fédération des Etudiants Francophones (FEF), Union des Etudiants de la Communauté Française (Unécof), Jeunes organisés et combatifs (JOC), Kristelijke Arbeidersjongeren (KAJ), Comac, Ecolo-J, Jong Groen, Conseil de la Jeunesse Catholique (CJC), Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS), Jongsocialisten, ProjeuneS, Faucons Rouges, Latitude Jeunes, Comité des Etudiants Francophones (CEF).